

· ESPRIT ·

Comprendre le monde qui vient



Fragiles vérités

**Le réel
inquiété**

Myriam Revault
d'Allonnes

**Internet ou
le pluralisme
radical**

Romain Badouard

**La force
du baratin**

Philippe de Lara

**Peut-on lutter
contre les
fake news ?**

Daniel Innerarity

ET AUSSI...

Frontières et déchets d'hommes. Autour d'Achille Mbembe
L'affaire Anna Stubblefield – Pour une société post-carbone
Les sciences en histoires courtes – Le clergé à l'écran en Pologne
Caravage à Rome

Décembre 2018

N° 450

· ESPRIT ·

Comprendre le monde qui vient

212, rue Saint-Martin, 75003 Paris

www.esprit.presse.fr

Rédaction : 01 48 04 92 90 - redaction@esprit.presse.fr

Ventes et abonnements : 03 80 48 95 45 - abonnement@esprit.presse.fr

Fondée en 1932 par Emmanuel Mounier

Directeurs de la rédaction Antoine Garapon, Jean-Louis Schlegel

Rédactrice en chef Anne-Lorraine Bujon

Secrétaire de rédaction Jonathan Chalier

Responsable de la communication Edouard Chignardet

Conseil de rédaction Hamit Bozarslan, Carole Desbarats, Anne Dujin,
Michaël Fœssel, Emmanuel Laurentin, Camille Riquier, Lucile Schmid

Comité de rédaction

Olivier Abel, Vincent Amiel, Bruno Aubert, Alice Béja, Françoise Benhamou,

Abdenour Bidar, Dominique Bourg, Fabienne Brugère, Ève Charrin,

Christian Chavagneux, Guy Coq, François Crémieux, Jacques Darras,

Gil Delannoi, Jean-Philippe Domecq, Élise Domenach, Jacques Donzelot,

Jean-Pierre Dupuy, Alain Ehrenberg, Jean-Claude Eslin, Thierry Fabre,

Jean-Marc Ferry, Jérôme Giudicelli, Nicole Gnesotto, Dick Howard,

Anousheh Karvar, Hugues Lagrange, Guillaume le Blanc, Erwan Lecœur,

Joseph Maïla, Bernard Manin, Michel Marian, Marie Mendras,

Patrick Mignon, Jean-Claude Monod,

Véronique Nahoum-Grappe, Thierry Paquot, Bernard Perret,

Jean-Pierre Peyroulou, Jean-Luc Pouthier, Richard Robert, Joël Roman,

Olivier Roy, Jacques Sédat, Jean-Loup Thébaud,

Irène Théry, Justin Vaïsse, Georges Vigarello, Catherine de Wenden, Frédéric Worms

Directeur de la publication Olivier Mongin

À plusieurs voix

L'épouvantail mondialiste

Manuel Lafont Rapnouil

p. 10

**La monarchie saoudienne
et l'affaire Khashoggi**

Fatiha Dazi-Héni

p. 13

Ma tante est-elle fasciste ?

Amanda Dias

p. 16

**En Arménie, un défi,
trois enjeux**

Gaïdz Minassian

p. 21

**Santé : annonces
et silences**

François Chapiro

p. 25

**La provincialisation
de la province**

Jacques-Yves Bellay

p. 28

Fragiles vérités

Introduction

*Anne-Lorraine Bujon
et Jonathan Chalier*

p. 34

Le réel inquiété

*Entretien avec Myriam
Revault d'Allonnes*

p. 38

La force du baratin

Philippe de Lara

p. 46

**Les apories de la lutte
contre les fake news**

Daniel Innerarity

p. 55

L'âge de la bêtise

Raffaele Alberto Ventura

p. 62

**Internet ou le pluralisme
radical**

*Entretien avec Romain
Badouard*

p. 70

**L'enseignant
en porte-à-faux**

Nicolas Léger

p. 77

Frontières et déchets d'hommes

Introduction

Nadia Yala Kisukidi

p. 84

La démondialisation

Achille Mbembe

p. 86

Le nom « *Noir* »

et son double

Nadia Yala Kisukidi

p. 95

La raison nègre et le corps d'extraction

Orazio Irrera

p. 100

Démocratie suicidaire

Elsa Dorlin

p. 106

Monde zéro, accélération et inimitié

Catherine Coquio

p. 111

Varia

Que valent les bonnes intentions ?

Alice Le Goff et Livia Velpry

p. 118

La réparation du monde

Corine Pelluchon

p. 132

Cultures

Poésie / Jean-Pierre

Siméon. Une question
de vers et de versants

Jacques Darras

p. 146

Cinéma / *Le Procès contre*

Mandela et les autres

Louis Andrieu

p. 150

Cinéma / *Kler*

Jean-Yves Potel

p. 153

Cinéma / *Savez-vous planter les clous ?*

Les Histoires courtes

Carole Desbarats

p. 155

Exposition / *Caravage*

à Rome, amis et ennemis

Hélène Mugnier

p. 160

Livres

p. 163

Brèves / *En écho* / *Avis*

p. 181

Auteurs

p. 188

Les apories de la lutte contre les *fake news*

Daniel Innerarity

Les technologies rendent possibles certaines choses et nous laissent sans protection face à d'autres. La volonté qu'affichent l'Union européenne et certains gouvernements de contrôler les fausses informations trouve son origine dans l'ambivalence caractéristique des nouveaux modes de diffusion de l'opinion, à la fois faciles, immédiats et dépourvus de tout contrôle. Nos espaces publics, qui ne sont pas solidement structurés au niveau idéologique et qui restent faiblement institutionnalisés, sont particulièrement démunis face aux rumeurs, lesquelles vont parfois jusqu'à interférer avec les processus électoraux. Même s'il y a là de véritables motifs d'inquiétude, les réglementations ne sont cependant pas toujours une solution efficace. Certaines d'entre elles peuvent même présenter de graves inconvénients. On a pu le constater lorsque certains ont prétendu limiter la liberté d'expression sans garantir suffisamment le respect d'autres valeurs fondamentales, la vérité en particulier.

Un monde d'approximations

La première chose qui attire mon attention dans la croisade contre la post-vérité et les faits dits alternatifs est le changement culturel qu'elle représente. En peu de temps, on est passé de la célébration de « l'intelligence collective » d'Internet à la crainte de la manipulation par une minorité ; du monde imaginé comme un espace tissé par des bénévoles à celui peuplé de *haters* ; des hymnes à la gloire des nouvelles possibilités de collaboration numérique à la paranoïa complotiste ; de l'admiration pour

les *hackers* à la condamnation des *trolls* ; de l'utopie des usagers créatifs à l'explication de nos défaites électorales par l'ingérence de pouvoirs extérieurs (tout particulièrement lorsqu'il s'agit de la Russie).

L'apparition récente des *fact-checkers*, ces journalistes professionnels chargés de la vérification des faits dans les discours des personnalités politiques, est une réaction particulièrement saine, compte tenu de la facilité avec laquelle on peut, aujourd'hui, mentir et diffuser les mensonges. Pour que le débat public soit de qualité, il ne suffit pas que les faits auxquels on se réfère soient vrais. En revanche, nous pouvons être sûrs que si ces références sont complètement erronées, aucune discussion démocratique n'est possible. Hannah Arendt soulignait que la difficulté que nous rencontrons dans la quête de l'objectivité n'est pas une raison pour supprimer les lignes de démarcation entre les faits, les opinions et les interprétations, ni une excuse pour manipuler les faits.

Il existe évidemment des mensonges flagrants et des menteurs compulsifs qui méritent d'être dénoncés par tous les moyens que les médias et la justice nous offrent. Mais je suis surtout préoccupé par la dégradation plus subtile de la vie politique favorisée par ceux qui se méfient de la rhétorique, parce qu'ils ne voient en elle que l'usage que les menteurs en font. Je fais référence à la façon dont nous comprenons notre rapport au réel et la place qu'occupent le mensonge et la vérité dans la vie politique. Notre relation à la vérité, tout spécialement dans le domaine politique, est plus complexe que ne le voudraient ceux qui la considèrent comme un ensemble de faits incontestables. Nous ne vivons pas dans un monde d'évidences, mais dans un environnement marqué par l'ignorance, le savoir provisoire, les décisions et les paris risqués. La vérité n'est pas la même chose que l'objectivité ou l'exactitude. Presque rien de ce que nous disons ou sentons n'est vérifiable. Si la vérité, lorsque nous l'interprétons dans le sens de l'objectivité, ne nous est que très peu utile, c'est parce que nous ne vivons pas dans le monde de la clarté et de la distinction, mais dans celui de l'approximation ; nous nous mouvons parmi les interprétations, dans le champ intermédiaire de la production des faux-semblants, de la séduction, de la mise en scène et de la manipulation des apparences. Il est rare que ce que nous disons, en politique, renvoie à des faits vérifiables : en règle générale, nos discours expriment plutôt des désirs, misent sur des alternatives, mesurent les opportunités et les risques. Les énoncés politiques évaluent des situations plutôt qu'ils ne les décrivent.

La politique, comme la vie, a une dimension affective et nos émotions – même si elles sont plus ou moins raisonnables et reposent sur des informations plus ou moins fiables – ne se rapportent que très indirectement à l’objectivité. Certes, les passions humaines ne sont pas totalement ingouvernables, elles peuvent même avoir une valeur cognitive. Mais une agence publique chargée de combattre les fausses informations ne peut en aucun cas se porter garante ou dénoncer la teneur de vérité de ces émotions. Que serait la politique si les hommes et femmes politiques ne pouvaient plus recourir à une certaine exagération rhétorique, sans laquelle il est impossible de mobiliser qui que ce soit ? Et comment peut-on mesurer l’objectivité d’un appel à la résistance, à l’espoir ou à la prudence ? Le langage politique est davantage de l’ordre de la prescription que de l’analyse. Il n’est certes pas un langage de même nature que celui de la magie, mais, comme ce dernier, il conjure, c’est-à-dire modifie le réel par la parole : en nommant la peur, il la suscite chez les citoyens, en promettant, il alimente l’espoir, etc. Cela ne l’autorise pas à dire n’importe quoi. Bien au contraire, il doit assumer cette responsabilité particulière : celle qui naît de la conscience que ce qui est en jeu est bien plus important que la simple objectivité.

Le gouvernement par l’opinion

En politique, on ne résout presque rien avec la seule objectivité. La démocratie est un régime où s’affrontent les opinions, elle n’est pas un conflit d’énoncés en quête de ratification scientifique. « *La démocratie est un gouvernement par la discussion parce que c’est un gouvernement par l’opinion*¹. » Son objectif n’est pas d’atteindre la vérité (même si c’est ce que pensent nombre de citoyens et disent nombre de responsables politiques), mais de faire des choix avec l’aide des citoyens, sur la base de l’idée selon laquelle personne – majorité triomphante, élite privilégiée ou peuple supposé authentique – n’a un accès privilégié à l’objectivité qui lui épargnerait le long chemin de la délibération publique. En ce sens, on peut comprendre pourquoi Rawls disait qu’une certaine conception de la vérité (« *the whole*

1 - Nadia Urbinati, *Democracy Disfigured. Opinion, Truth, and the People*, Cambridge, Harvard University Press, 2014, p. 31.

truth ») est incompatible avec la citoyenneté démocratique et le pouvoir légitime².

La politique est un espace de promesses, d'aspirations, de paris, où l'on évalue et mobilise, opérations qui vont bien au-delà de la simple description de réalités objectives. Évidemment, elle prend aussi en compte des faits objectifs. Mais en politique l'information ouvre la discussion plutôt qu'elle ne la conclut. L'action vise toujours à transformer la situation, au point que celui qui s'informe veut lui aussi agir sur le réel, qu'il est davantage qu'un collecteur de faits. Même quand il semble se contenter d'enregistrer, il fait davantage : il veut conserver, ou susciter l'adhésion, ou inciter au changement, ou encore se donner des airs de respectabilité. En politique, le degré zéro de l'action, la simple description, la neutralité n'existent pas ; celui qui ne fait rien fait aussi quelque chose et en est responsable ; celui qui se contente de décrire exclut de la description les appréciations qui lui sont moins favorables et celui qui se vante d'être neutre prend un certain parti en feignant n'en avoir aucun.

Dans une démocratie, la politique est un combat par l'interprétation. Il s'ensuit que le débat sur la manière dont on doit interpréter les résultats électoraux, par exemple, ou la situation économique, est parfaitement raisonnable. La démocratie n'est pas un système chargé de résoudre des problèmes déterminés, mais de les identifier et de les transformer en quelque chose qui pourra être discuté publiquement. Le concept de ce qui doit relever de la politique est lui-même un concept politique en tant qu'il a toujours un sens qui fait polémique. La question de savoir ce qui est ou non politique, ce qui doit ou non entrer dans l'agenda politique, relève toujours de la décision politique.

Je ne nie pas qu'il y ait des mensonges en politique. Je considère simplement que ce mot de « mensonge » est trop grossier pour pouvoir décrire le type de communication qui est à l'œuvre dans ce domaine. Le discours politique a une logique propre irréductible à celle des autres actes de langage. Il faut se méfier, conseille Bruno Latour, de ceux qui accusent les autres de mentir en politique. Le mensonge est une catégorie morale. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait aucune place, en politique, pour la vérité et le mensonge. La vérité, nous dit Latour, existe bien en politique,

2 - John Rawls, *Collected Papers*, Cambridge, Harvard University Press, 1999, p. 579.

car il existe, « *dispersé dans les institutions, enfoui dans les pratiques, captif dans nos indignations et dans nos jugements, tout un savoir-faire du bien parler et du mal parler, du bien agir et du mal agir politique*³ ». C'est à ces pratiques du langage politique que nous devrions prêter attention si nous voulons que nos jugements politiques soient fondés.

L'amour de la vérité est moins grand que la peur que peuvent susciter les administrateurs de la vérité.

Ceux qui, alarmés par les *fake news* d'aujourd'hui, veulent garantir l'objectivité, laissent entendre que la vérité, à toute époque, a été la norme, qu'elle l'est également aujourd'hui et qu'elle le sera dans le futur. Mais en réalité, elle est bien plutôt l'exception. Le monde social est constitué d'un ensemble d'opinions généralement peu fondées, où les extravagances se donnent libre cours, où des hypothèses sont avancées avec la plus grande légèreté. Il est le règne de la simulation et de l'illusion. Certes, les demi-vérités peuvent finir par devenir des mensonges caractérisés, et même des propos criminels, mais la pratique montre que nous ne pouvons pas pourchasser tous les mensonges. Et surtout, nous avons tous fait l'expérience amère d'être passés bien souvent, en voulant traquer la non-vérité, à côté d'idées parfaitement estimables. Nous ne protégerions pas tant les libertés d'expression ou de conscience si nous n'avions pas connu les maux qui découlent de leur contrôle excessif. Dans une société avancée, l'amour de la vérité est moins grand que la peur que peuvent susciter les administrateurs de la vérité.

Garantir le pluralisme

Il existe en outre un autre effet latéral de la façon dont est mené le combat contre le mensonge : le monde finit par apparaître plus docile qu'il ne l'est réellement et le pouvoir des conspirateurs, de l'État et des experts

3 - Bruno Latour, *Enquête sur les modes d'existence. Une anthropologie des modernes*, Paris, La Découverte, 2012, p. 348.

plus puissant. Il y a évidemment des gens qui conspirent, mais cela ne veut pas dire qu'ils s'en sortent toujours bien, ne serait-ce que parce qu'ils sont nombreux, que leurs ambitions sont différentes, qu'ils entrent en compétition et se neutralisent les uns par les autres. De même, l'État, lorsqu'il se donne pour objectif de limiter par la loi le pouvoir de mentir, a une autorité bien moins grande que ce qu'on imagine. Quant à la possibilité qu'une autorité épistémique comme les experts, les techniciens ou n'importe quel supposé administrateur de l'exactitude puisse régler définitivement nos controverses, c'est heureusement un cas de figure rare et, quoi qu'il en soit, fort peu démocratique.

Cela veut-il donc dire que nous devons rendre les armes face à la force injuste du mensonge ? Je soutiens que dans une démocratie, le combat contre la fausseté ne peut être mené à bien que dans un contexte garantissant le pluralisme. John Stuart Mill, un des grands théoriciens de la démocratie dans sa version aristocratique, faisait l'hypothèse que si l'on soumettait le système newtonien au vote d'une assemblée démocratique au sein de laquelle un bon rhéteur défendrait le système ptoléméen, nous ne pourrions exclure que ce dernier emporte le vote. Mais cette plaisanterie, qui s'inscrivait dans le contexte de la défense de l'élitisme politique, serait inacceptable aujourd'hui. La démocratie est une manière d'organiser la société qui n'attend pas forcément que la vérité resplesdisse. Elle veut seulement bénéficier de la liberté donnée à chacun de pouvoir exprimer son opinion. La démocratie est un conflit d'interprétations, une controverse sans point final, non une lutte pour que triomphe une « description correcte » de la réalité.

Une certaine faiblesse de la démocratie face aux manipulateurs est le prix à payer pour protéger cette liberté qui consiste en ce que personne ne peut attaquer qui que ce soit en invoquant une objectivité incontestable, en ce que tout débat peut être ouvert à nouveau, en ce que finalement nos institutions ne se sclérosent pas. Évidemment, il y a des limites à la liberté d'expression. Toutes les opinions ne sont pas innocentes et il y a des mensonges qui tuent. Si je propose de réviser notre conception de la vérité en politique, ce n'est pas pour justifier n'importe quoi, mais pour élargir le contrat qui unit les gouvernants et les gouvernés – un contrat qui ne se conclut pas par l'arbitrage d'une objectivité prétendument indiscutable. Nous attendons des femmes et des hommes politiques quelque chose de beaucoup plus complet et exigeant que le simple fait

de dire la vérité : qu'ils soient convaincants, qu'ils prennent la mesure des opportunités ou encore qu'ils gouvernent les passions collectives. Il n'est pas nécessaire de tomber sous le charme de cette post-modernité banale qui relativise tout pour comprendre en quel sens Rorty pouvait affirmer que la valeur de la démocratie était supérieure à celle de la vérité⁴. Ne transformons pas la guerre contre les *fake news* en conflit nucléaire, limitons bien le champ de bataille, mettons en place une régulation sobre, efficace, qui garantisse ce qui peut l'être, mais surtout, protégeons-nous des instruments avec lesquels nous prétendons nous protéger du mensonge. La démocratie doit se méfier davantage de ses propres pouvoirs que des pouvoirs extérieurs.

Traduit de l'espagnol par Serge Champeau

4 - Richard Rorty, "The Priority of Democracy to Philosophy", dans *Objectivity, Relativism, and Truth: Philosophical Papers*, London, Cambridge University Press, 1991, p. 175-96.

• ESPRIT •

Comprendre le monde qui vient

www.esprit.presse.fr

tél. 03 80 48 95 45

abonnement@esprit.presse.fr

Abonnez-vous

40%
d'économie par
numéro

M^{me}, M. _____

Adresse _____

Ville _____

Pays _____ Code postal _____

Email _____

Souscrit un abonnement à partir du mois de _____

Abonnement	Papier + Numérique		
	6 mois	1 an	
France	80 € <input type="radio"/>	130 € <input type="radio"/>	
Étudiants ou chômeurs	56 € <input type="radio"/>	91 € <input type="radio"/>	
Étranger	85 € <input type="radio"/>	140 € <input type="radio"/>	
Étudiants ou chômeurs	61 € <input type="radio"/>	101 € <input type="radio"/>	
Règlement par :	chèque <input type="radio"/>	virement <input type="radio"/>	
Établissement	guichet	numéro de compte	clé
20041	00001	0115451W020	66
IBAN	BIC		
FR85 2004 1000 0101 15451 W020 66	PSSTRPPPAR		

Merci d'envoyer le bulletin d'abonnement à l'adresse suivante

Esprit - Service relations clients - 12 rue du Cap Vert - 21800 Quétigny

Soutien à Esprit (don défiscalisé)

À envoyer à :

Je fais un don de € au profit exclusif d'Esprit

Chèque libellé à l'ordre de : Presse et Pluralisme / Opération Esprit

Presse et Pluralisme

TSA 32649

91764 Palaiseau cedex